

505 L H 56/11

9243

(1943, 45)

9243

A



Adhésion et subvention (cotisation) à l'Institut Français  
du Transport aérien

Année 1943 -(50.000fr) C.A. 26. 5.43 22 VIII

Année 1945 (50.000 fr de cotisation et  
30.000 fr de subvention)

	C.A.	12. 9.45	24	X
Lettre SNCF à l'Institut		25. 9.45		

Adhésion et subvention (cotisation) à l'Institut Français du Transport Aérien.

Subvention à l'Institut Français  
de Transport aérien  
-----

Année 1945

	C.A. 12. 9.45	24	X
Lettre SNCF à l'Institut	25. 9.45		



9243

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration  
-----

Paris, le 25 septembre 1945

N° 9270-5

C O P I E

Comme suite à la décision  
du Conseil du 12 septembre 1945.

Monsieur le Directeur,

Comme suite à notre lettre du 12 août dernier vous avisant du paiement d'une somme de 50.000 fr montant de la cotisation annuelle de la S.N.C.F. à l'Institut français du Transport aérien, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Conseil d'Administration de la Société Nationale vient d'accorder à l'I.F.T.A., une participation complémentaire de 30.000 fr au titre de l'exercice 1945.

Cette somme sera virée incessamment au compte D 47281 de l'Agence U du Crédit Lyonnais à Paris par les soins de nos Services Financiers.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur Henri BOUCHE, Directeur de l'Institut Français du Transport  
Aérien, 4 rue de Solférino - PARIS 7° -

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 12 septembre 1945

---

QUESTION X - Subvention à l'Institut Français du Transport  
Aérien au titre de l'exercice 1945.

P.V. (p.24)

M. LE PRESIDENT rappelle que, le 26 mai 1943, le Conseil a décidé de donner l'adhésion de la S.N.C.F. à l'Institut Français du Transport Aérien (I.F.T.A.), moyennant versement d'une cotisation annuelle de 50.000 fr.

Cet organisme a demandé, pour 1945, une participation complémentaire de 60 % de la cotisation annuelle - soit, pour la S.N.C.F., 30.000 fr - en vue de lui permettre de faire face à l'accroissement de ses dépenses.

Etant donné l'intérêt que l'activité croissante de l'I.F.T.A. présente pour le chemin de fer à la veille de la reprise des échanges commerciaux aériens, il est proposé de donner satisfaction à cette demande.

Le Conseil approuve le versement de la participation complémentaire.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----  
Conseil d'Administration

-----  
Séance du 12 septembre 1945  
---

X - Subvention à l'Institut Français du Trans-  
port aérien au titre de l'exercice 1945.

*Sho.*

*c/p/m*

Août 1945

S.N.C.F.  
SERVICE COMMERCIAL

-----  
1ère Division 1/3

Etudes

NOTE

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

-----

L'Institut Français du Transport Aérien (I.F.T.A.), 4 rue de Solférino à Paris (7ème), a présenté une demande tendant à obtenir une participation complémentaire à ses ressources de fonctionnement, au titre de l'exercice 1945, se montant à 60% de la participation annuelle.

L'examen de cette demande fait l'objet de la présente note.

-----

I - Exposé

Dans sa réunion du 26 mai 1943, le Conseil d'Administration a décidé :

- a) de donner l'adhésion de la S.N.C.F. à l'Institut Français du Transport Aérien et d'accepter de participer aux travaux du Comité,
- b) de verser une subvention annuelle de 50.000 fr,
- c) de désigner M. BOYAUX, Directeur du Service Commercial, pour représenter la S.N.C.F. au sein de cet organisme.

Ainsi qu'il avait été indiqué au Conseil au cours de la réunion précitée, l'Institut Français du Transport Aérien a été fondé en 1942 à l'initiative de M. Henri BOUCHE. Depuis cette date, cet organisme a assuré, au bénéfice de ses participants, des tâches de documentation, d'études, de recherches et d'enseignement pour tout ce qui concerne le transport aérien et la liaison de celui-ci avec les autres modes de transports.

Comme tâche de documentation, l'I.F.T.A. :

- regroupe et élabore les archives du transport aérien sous une forme qui en permet la consultation efficace,
- dépouille les éléments nouveaux d'information,
- prépare des "Notes de travail" à l'usage de ses participants.

....



Comme tâche d'études et de recherches, l'I.F.T.A. s'efforce de déterminer, notamment, les moyens et les conséquences d'un emploi systématique du transport aérien dans une zone géographique définie, vitale pour les intérêts français.

Enfin comme tâche d'enseignement, l'I.F.T.A. accepte dans ses services des stagiaires provenant d'administrations officielles ou d'entreprises privées participantes. Cet organisme a, d'autre part, été habilité auprès d'un nombre restreint d'universités, et la liaison a été établie dans les Facultés correspondantes avec les titulaires de certaines chaires (géographie humaine et économie politique par exemple) pour une action de documentation relative au transport aérien et à ses conséquences d'intérêt général.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration de l'I.F.T.A. a constitué un organisme consultatif, le Comité Permanent d'Orientation, dont les membres du Conseil sont membres de droit et qui a le même Président que le Conseil. La S.N.C.F. est représentée à ce Comité qui accueille également d'autres membres adhérents et cotisants en raison de leur compétence et est obligatoirement consulté pour la détermination des programmes de travail de l'I.F.T.A.

## II - Demande présentée à la S.N.C.F. - Proposition

La participation complémentaire demandée a pour but de permettre à l'I.F.T.A. d'équilibrer l'ensemble accru de ses dépenses de l'année en cours, notamment en ce qui concerne l'augmentation des appointements de son personnel.

Cette participation de l'ordre de 60% représente pour la S.N.C.F. une somme de 30.000 fr qui viendra s'ajouter à celle de 50.000 fr, montant de sa cotisation annuelle actuelle.

L'activité croissante de l'I.F.T.A. dans tous les domaines de l'aviation permet à la S.N.C.F. d'être constamment tenue au courant du développement des transports aériens tant en France qu'à l'étranger. Les travaux envisagés par l'I.F.T.A. au moment de sa création ont été exécutés suivant les programmes établis et actuellement cet organisme possède une documentation de premier ordre sur les problèmes actuels et futurs de l'aviation commerciale et met au point des études approfondies sur la question.

Etant donné le rôle que l'aviation doit jouer dans un avenir prochain dans les transports commerciaux, il est d'un intérêt primordial que la S.N.C.F. en soit tenue au courant.

Au surplus, si on tient compte de l'augmentation du coût de la vie depuis 1942, la demande de l'I.F.T.A. est justifiée.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil d'accorder à l'I.F.T.A. une participation complémentaire de 30.000 fr au titre de l'exercice 1945.



Subvention à l'Institut Français  
de Transport aérien

---

Année 1943

C.A. 26. 5.45      22      VIII

QUESTION VIII - Adhésion à l'Institut Français du  
Transport Aérien.

P.V. (p.4)

M. LE PRESIDENT indique qu'il est demandé à la S.N.C.F. d'adhérer à l'Institut Français du Transport Aérien (I.F.T.A.), moyennant le versement d'une cotisation fixée, pour l'année en cours, à 50.000 fr. Un siège lui serait réservé au Comité Permanent d'Orientation créé par l'Institut.

La note expose l'objet et les moyens d'action de l'I.F.T.A. dont le Conseil d'Administration groupe un certain nombre de personnalités officielles.

Le Chemin de fer a certainement le plus grand intérêt à maintenir lui-même un contact étroit avec les autres modes de transport et il ne saurait faire de doute que la S.N.C.F. doive être présente dans les organismes s'occupant plus spécialement des transports aériens, en raison notamment du développement que ces transports sont susceptibles de prendre après la guerre.

Après échange de vues auquel prennent part M. BOUTET, M. de TARDE, M. TIRARD et M. LE BESNERAIS, le Conseil décide de donner l'adhésion de la S.N.C.F. à l'I.F.T.A., moyennant versement de la cotisation de 50.000 fr prévue et d'accepter de participer aux travaux du Comité Permanent d'Orientation.

Steno (p.22)

M. LE PRESIDENT. - Il s'agit d'un organisme fondé en 1942 et dirigé par un Conseil dont la note indique la composition. Comme vous pouvez le constater, ce Conseil comprend beaucoup de personnalités officielles, notamment les représentants du Secrétariat d'Etat chargé de l'aviation et des Secrétariats d'Etat à l'Education Nationale, à la Marine et aux Colonies. Cet Institut a essentiellement pour objet de réunir une documentation et d'effectuer des recherches ou études relatives aux transports aériens et à leur liaison avec les autres modes de transports modernes. Il a constitué un Comité permanent d'Orientation qui doit être nécessairement consulté pour la détermination des programmes de travail de l'Institut, et nous sommes invitées à faire partie de ce Comité.

Cette participation entraînerait le versement d'une cotisation fixée, pour l'année en cours, à 50.000 fr.

Je vous propose de donner notre adhésion à ce Comité. Je crois, en effet, que nous avons le plus grand intérêt à ne pas nous isoler et, au contraire, à garder des contacts étroits av



tous les autres modes de transports, par route, par air et par eau.

M. TIRARD. - Qui nous y représentera ?

M. le PRÉSIDENT. - M. ROYAN, qui nous représente déjà à Air-France.

M. BOUTET. - La composition du Conseil d'Administration de l'Institut me paraît appeler une remarque : il est assez surprenant que le Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale y soit représenté et non le Secrétariat d'Etat aux Communications. J'appelle sur ce point l'attention de M. le Commissaire du Gouvernement.

M. LE GÉNÉRALIS. - Je crois que le Secrétariat d'Etat aux Communications doit être représenté dans le Comité permanent.

M. de FARDE. - Je voulais signaler que M. HENRI-BOUCHE, Directeur de l'Institut, dont il a été le promoteur, a fait à ce sujet une conférence à laquelle assistait M. LE GÉNÉRALIS, dans laquelle il a montré l'intérêt des études qu'il poursuit et révélé, même à des techniciens, des aspects du problème que nous ignorions complètement.

M. TIRARD. - J'avais pris l'initiative d'inviter un représentant de la S.N.C.F. à la Conférence de M. BOUCHE qui est tout à fait remarquable. Le texte de cette conférence sera imprimé et les membres du Conseil pourront y trouver des indications très utiles.

M. le PRÉSIDENT. - Pour répondre à l'observation de M. BOUTET on peut évidemment se montrer surpris de ce que le Secrétariat d'Etat aux Communications ne soit pas appelé à être représenté au Conseil, mais il ne nous appartient pas directement de relever cette anomalie.



Le Conseil décide de donner l'adhésion de la S.N.C.F.  
à l'I.F.T.A., moyennant versement de la cotisation de 50.000 fr.  
prévue et d'accepter de participer aux travaux du Comité Perma-  
nent d'Orientation.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----  
Conseil d'Administration

-----  
Séance du 26 mai 1943

---  
VIII - Adhésion à l'Institut Français du  
Transport Aérien.-

Pas

approuvé

SOCIETE NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

(Question N° VIII)

22 mai 1943

ADHESION A L'INSTITUT FRANCAIS  
DU TRANSPORT AERIEN

---

L'Institut Français du Transport Aérien (I.F.T.A.), 4, rue de Solférino à Paris 7°, a présenté une demande tendant à obtenir l'adhésion de la S.N.C.F. et sa participation aux travaux de son Comité permanent d'Orientation.

L'examen de cette demande fait l'objet de la présente note.

I - Objet de l'Institut Français du Transport Aérien.-

Cet Institut, fondé en 1942, à l'initiative de M. Henri BOUCHE, et dirigé par un Conseil d'Administration dont la composition est donnée en Annexe A, est un organisme privé d'étude des transports aériens qui se propose de réunir, dans ce but, des concours, publics ou privés, aussi divers que possible. Il travaille au bénéfice et sur les instructions de ses participants. Il doit assurer les tâches suivantes :

- documentation ;
- recherches et études ;
- enseignement,

pour tout ce qui concerne le transport aérien et la liaison de celui-ci avec les autres modes de transport modernes.

A la tâche de documentation, doivent correspondre :

1°- Le regroupement et l'élaboration des archives du transport aérien (notamment du transport aérien français) sous une forme qui en permette la consultation efficace.

2°- Le dépouillement des éléments nouveaux d'information actuellement accessibles.

3°) La préparation de "Notes de travail", documents intérieurs communiqués aux participants.

A la tâche actuelle d'études et de recherches correspond notamment un travail qui tend à déterminer les moyens et les conséquences d'un emploi systématique du transport aérien dans une zone géographique définie, vitale pour les intérêts français.



La tâche d'enseignement se traduit déjà par le détachement de stagiaires (provenant d'administrations officielles ou d'entreprises privées participantes) dans les Services de l'Institut. Celui-ci a, d'autre part, été habilité auprès d'un nombre restreint d'Universités, et la liaison a été établie dans les Facultés correspondantes avec les titulaires de certaines chaires (notamment de géographie humaine et d'économie politique) pour une action de documentation relative au transport aérien et à ses conséquences d'intérêt général.

## II - Objet du Comité Permanent d'Orientation.-

Le Conseil d'Administration de l'I.F.T.A. a constitué un organisme consultatif, le Comité Permanent d'Orientation, dont les membres du Conseil sont membres de droit et qui a le même Président que le Conseil. Ce Comité peut accueillir d'autres éléments adhérents et cotisants, ou s'agréger de nouveaux membres choisis en raison de leur compétence. Il est envisagé d'attribuer de la façon suivante les premiers sièges du Comité Permanent d'Orientation - en sus des douze attribués aux membres du Conseil d'Administration - :

- Secrétariat d'Etat à l'Aviation : 2
- Secrétariat d'Etat aux Colonies : 2
- Secrétariat d'Etat à la Marine : 2
- Comité d'Organisation de l'Industrie Aéronautique : 1
- Air-France Transatlantique : 1
- Régions économiques : 2
- P.T.T. : 1
- Chemins de fer : 1

Il est, en outre, envisagé de prévoir un siège pour l'Equipe National.

Le Comité Permanent d'Orientation sera obligatoirement consulté pour la détermination des programmes de travail de l'I.F.T.A.

Statutairement, il doit se réunir au moins deux fois par an, à des dates coïncidant avec les réunions du Conseil d'Administration, mais le Comité pourra être convoqué plus souvent, soit à l'occasion d'autres réunions du Conseil d'Administration, soit pour des commissions d'études spécialement convoquées.

## III - Demande présentée à la S.N.C.F. - Propositions.-

La demande présentée à la S.N.C.F. a pour objet d'obtenir son adhésion à l'Institut Français du Transport Aérien et sa participation aux travaux du Comité Permanent d'Orientation. Cette adhésion serait subordonnée au versement d'une cotisation prévue pour les administrations, groupements ou entreprises qui ne sont pas déjà représentés au Conseil d'Administration. Pour l'année en cours, cette cotisation est fixée à : 50.000 francs.

.....

Etant donné l'intérêt qui s'attache à ce que la S.N.C.F., déjà représentée au sein de la Compagnie Air-France, soit également présentée dans les organismes s'occupant des transports aériens, en raison notamment du développement que ces transports sont susceptibles de prendre après la guerre, il est proposé au Conseil :

1°- de donner l'adhésion de la S.N.C.F. à l'I.F.T.A. et d'accepter de participer aux travaux de son Comité Permanent d'Orientation ;

2°- de verser en conséquence la cotisation prévue de 50.000 francs.

LE DIRECTEUR GENERAL,

LE BESNERAIS.

INSTITUT FRANCAIS DU TRANSPORT AERIEN

Conseil d'Administration

- Président : M. André SIEGFRIED, Professeur au Collège de France
- Vice-Présidents : M. le Général d'HARCOURT, Directeur de l'Aéronautique Civile, représentant le Secrétariat d'Etat à l'Aviation,
- M. GALLETTIER, Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, représentant le Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale,
- M. CANGARDEL, Président-Directeur Général de la Compagnie Générale Transatlantique, représentant le Secrétariat d'Etat à la Marine,
- Membres : M. BRUZON, Inspecteur Général des Services Météorologiques coloniaux, chargé du service des transports aériens au Secrétariat d'Etat aux Colonies, représentant le Secrétariat d'Etat aux Colonies,
- M. CHARVET, Adjoint au Directeur Général de la Compagnie Air-France, représentant Air-France,
- M. de l'ESCAILLE, Président de la Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Est, représentant les Sociétés Nationales de Constructions Aéronautiques,
- M. MAZER, Président-Directeur Général de la Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Ouest, représentant les Sociétés Nationales de Constructions Aéronautiques,
- M. le Général PUJO, Président-Directeur Général de la Compagnie Air-France, représentant Air-France,
- M. ROOS, Directeur du Comité d'Organisation de l'Industrie Aéronautique, représentant le Comité d'Organisation,
- M. VIDAL, Président-Directeur Général de la Compagnie "l'Aéronautique", représentant "l'Aéromaritime",
- Le Représentant des Régions Economiques (actuellement M. LASSALLE, Président de l'Assemblée des Présidents de Chambres de Commerce).

- Directeur : M. Henri BOUCHÉ
- Directeur adjoint : M. Henri TRESCH